



Réflexions et propositions du COLLECTIF LBO

I - L.B.O : LEVERAGE BUY OUT

1 - Définition, principe et objectifs.

C'est une opération financière qui consiste à acheter une entreprise à crédit par des investisseurs majoritaires associés à des cadres dirigeants, à rembourser les emprunts par la richesse produite par la société, puis à la revendre à court terme avec profits.

Les emprunts et leurs intérêts sont remboursés grâce aux dividendes versés par la cible au holding de reprise. La pression financière subie par la cible est donc directement fonction des sommes empruntées et du coût du crédit.

L'objectif d'une opération spéculative de LBO est de dégager une rentabilité financière extrême sur la période la plus courte possible. Le rendement annuel moyen de l'opération (TRI : Taux de Rendement Interne) permet de multiplier l'investissement en quelques années. Pour les cadres dirigeants impliqués, le rendement peut être surmultiplié du fait des package management.

Un investissement minimum, un endettement important et une rentabilité maximum sont les facteurs de la rentabilité hors norme permettant ce levier financier porteur de plus-values.

2- Conséquences des opérations de LBO.

A - Pour les entreprises :

- arrêt ou limitation drastique des investissements industriels.
- rationalisations des achats, augmentation des cadences de production.
- cessions partielles d'activités, de biens immobiliers, externalisation des centres de coûts.

B - Pour les travailleurs :

- suppressions d'emplois, diminution de la masse salariale.
- précarisation des statuts et appauvrissement des salariés.
- dégradation des conditions de travail, d'hygiène et de sécurité.
- climat social délétère, avec élimination des syndicats revendicatifs et remise en cause des Institutions Représentatives du Personnel.

C - Pour l'économie :

La recherche du profit à tout prix, y compris social et humain, le désir d'échapper à l'impôt, pour éviter de contribuer aux coûts de la collectivité et accroître le rendement, la spéculation financière au détriment d'un développement pérenne des entreprises, conduisent progressivement à détruire le tissu économique et social de notre pays.

D - Pour la démocratie :

Alors qu'ils ne contribuent pas aux charges de la collectivité, les investisseurs attaquent l'exercice syndical en judiciarisant les conflits, portant préjudice à l'exercice de la Justice.

En confiant la gestion de leur épargne à un intermédiaire sans avoir accès à un contrôle démocratique de l'utilisation des fonds, les travailleurs qui souhaitent augmenter leurs revenus, se prémunir d'accidents de la vie ou se préparer une retraite améliorée, sont les victimes involontaires d'une participation directe ou indirecte à la précarité, au chômage, à la pauvreté, à ces problèmes auxquels ils voudraient justement faire face.

La globalisation financière se traduit par une dilution de l'actionnariat conduisant à la mainmise de l'économie par les financiers et les gérants, qui font et défont les économies nationales au gré de leurs stratégies de rendement. Ce pouvoir de l'argent conduit irrémédiablement à mettre en péril l'existence même des démocraties.

II- LA PROBLEMATIQUE DE LA TRANSMISSION D'ENTREPRISES

1 - Les types de transmission d'entreprises non cotées.

- cession à un concurrent.
- introduction sur un marché réglementé.
- rachat à crédit (LBO) d'investisseurs spéculatifs.
- reprise par la majorité des salariés (EBO : Employées Buy Out), sous la forme d'une SCOP, Société Coopérative Ouvrière de Production.
Cette dernière possibilité est rarement mise en œuvre en raison du coût élevé qu'elle représente pour les salariés, du désintérêt voire de l'hostilité des banques à cofinancer cette reprise démocratique, et d'un manque d'information des salariés.

2 - Les entreprises cotées sur un marché réglementé.

Il s'agit d'une OPA permettant de retirer l'entreprise de la cote (public-to-private) et de concentrer l'actionnariat dans les mains de financiers. Les cibles sont généralement des sociétés sous cotées ou celles pouvant présenter une perspective de survalorisation à court terme. L'entreprise rejoint le cercle des sociétés non cotées, et la cession prévisible de celle-ci s'opère alors dans les mêmes conditions.

3 - Quelle fiscalité pour les entreprises sous LBO ?

Les entreprises sous LBO ne doivent-elles pas contribuer au développement des pays où elles sont implantées ? Les montages juridiques s'ingénient pourtant à faciliter l'échappatoire fiscale, soit par des mécanismes d'intégration fiscale et de compensations au sein d'un groupe, soit par des implantations dans des paradis fiscaux, soit encore par la segmentation d'activités sur des niches fiscales locales. Ce processus vise à accroître le rendement sans participer de fait à la contribution légitime des entreprises aux charges de la collectivité.

4 - La propagande des directions :

- l'entrée d'investisseurs dans le capital est un gage de bonne santé de l'entreprise.
- les investisseurs vont financer le développement et la pérennité de l'activité, car ce sont des partenaires de long terme, à la différence de ceux qui interviennent en Bourse.
- les investisseurs en LBO évitent les OPA hostiles ou la revente à un concurrent.

Et lorsque la cession (prévue par le montage financier) est annoncée aux personnels de l'entreprise, le prétexte retenu est celui du "maintien de la compétitivité de l'entreprise" ou "le recentrage de l'activité de l'entreprise", "pour sauvegarder les emplois". **Qui pourrait alors, à moins de connaître la stratégie déployée par les fonds d'investissement dans les opérations de LBO, refuser une telle proposition ?**

III - POUR UN PROJET ALTERNATIF

Quatre pistes nous paraissent à approfondir :

1. Privilégier la structure SCOP comme base de la reprise.

Cette formule présente l'avantage d'un contrôle démocratique de l'entreprise facteur d'un développement pérenne de celle-ci, d'une distribution facilitée et accrue des richesses produites aux travailleurs, favorisant la consommation et l'économie du pays. En y associant les collectivités locales, cela assure un ancrage territorial permettant de contribuer au développement économique des régions et au maintien des emplois.

2. Un secteur bancaire et financier répondant aux besoins économiques et sociaux du pays.

- **Mise en place d'un pôle financier public** qui, doté de structures appropriées contrôlée démocratiquement, deviendrait un véritable "fer de lance" incitatif au sein même du marché des crédits bancaires.

- **Sécurisation du capital** qui, en échange de garanties accordées par le pôle financier public, permettrait d'assurer les emplois et le maintien local d'activités.

- **Participation des banques, en particulier mutualistes**, à des investissements de long terme au profit du développement économique du pays et du maintien des bassins d'emplois territoriaux.

- **Modification de la politique de la BCE**, pour qu'elle soit favorable à la croissance réelle des entreprises et favorise l'emploi, conduisant alors les banques à modifier leur comportement dans le financement des PME.

- **Assurer un contrôle démocratique par les citoyens**, garant d'une utilisation adaptée de garanties ou de concours financiers publics ou parapublics, d'une contribution réelle aux besoins d'utilité économique et sociale de la population, d'un développement équilibré des bassins d'emplois territoriaux.

3. Légiférer :

- imposer la transparence des montages financiers : renforcer l'obligation d'information réelle et complète des comités d'entreprise en cas de LBO (étape intermédiaire).
- faire en sorte que l'offre par les salariés de transformation en coopérative ne puisse pas être refusée et soit prioritaire, au prix de la valeur de l'actif moins les dettes.
- permettre la mise en responsabilité sociale des investisseurs en capital, protégés aujourd'hui par l'Autorité des Marchés Financiers (AMF), leur reconnaissant une direction de fait sur l'activité et la politique économique de l'entreprise.

- permettre l'identification précise des actionnaires finaux, quelles que soient les structures intermédiaires (fonds, fonds de fonds, etc.), dès lors qu'ils détiennent directement ou indirectement au moins 1 % du capital.
- empêcher l'achat à coût exorbitant incompatible avec la capacité normale de remboursement d'une entreprise compte tenu des résultats d'exploitation récurrents.
- faciliter le recours à l'intermédiation bancaire lors d'achat ou de développement d'entreprises.

4. Renforcer la démocratie sociale dans l'entreprise :

- renforcer le respect de la liberté syndicale, par la condamnation exemplaire des discriminations syndicales avérées, et la comparution immédiate devant un tribunal spécialisé.
- faire respecter le fonctionnement des institutions représentatives du personnel, par la condamnation exemplaire des entraves avérées, et la comparution immédiate devant un tribunal spécialisé.
- faire évoluer les règles de gouvernance permettant :
 - a. un réel contrôle par les représentants du personnel des décisions qui ont un impact sur la société (modification du capital, cessions, restructurations, licenciements), pouvant aller jusqu'à l'annulation de la décision.
 - b. une représentation des salariés à tous les niveaux du groupe (holdings et cibles).

Les alternatives aux LBO apparaissent donc possibles, mais nécessitent de travailler à en promouvoir la pertinence et à informer largement les salariés, les citoyens, les élus. Chacun doit s'approprier ces problématiques d'évolution de la législation en vue d'un développement durable des entreprises au bénéfice de l'économie et des populations, en permettant aux parlementaires d'engager une réflexion de fond sur le sujet, concomitamment à la poursuite de l'action engagée par le COLLECTIF LBO auprès des délégués syndicaux, des citoyens et de leurs représentants.

IV- CONTRIBUTION DU COLLECTIF LBO AU NIVEAU INTERNATIONAL

1 - Mise en place de collectifs LBO dans les autres pays de l'OCDE.

- ❖ Le problème des LBO se pose bien évidemment partout, et notamment dans les pays anglo-saxons qui y sont soumis depuis bien plus longtemps que la France. La particularité de chaque pays relève du niveau de droit du travail exercé dans chacun d'eux et des politiques mises en œuvre en matière de financement des entreprises. Mais les conséquences sociales et démocratiques restent les mêmes.
- ❖ Le COLLECTIF LBO qui a pour objectif d'informer les salariés, les citoyens et leurs représentants sur les conséquences néfastes des opérations de LBO en vue d'y mettre fin par une alternative socialement crédible, souhaite que des initiatives comparables puissent être réalisées partout où s'exerce l'influence prédominante des fonds d'investissement spéculatifs.
- ❖ Avec pour slogan "s'attaquer aux causes des problèmes économiques d'aujourd'hui", la démarche syndicale du collectif LBO est à la fois originale et innovante. Elle permet de rassembler des acteurs de secteurs professionnels et géographiques différents, en vue d'un objectif commun pour le pays et sa population, sans entraver la logique syndicale de chaque acteur.
- ❖ Cet engagement interprofessionnel, interrégional, et même international est une réponse à la logique de globalisation et de financiarisation des économies nationales.

Les acteurs du monde syndical, associatif et politique, partisans du progrès social, doivent se donner les moyens de promouvoir des initiatives similaires à celle du COLLECTIF LBO en France, afin que d'une même voix soit portée partout dans le monde l'exigence citoyenne et démocratique d'un développement économique au service des besoins d'utilité publique et sociale de la population.

2 - Méthode proposée :

- constater les conséquences néfastes des opérations de LBO pour les entreprises et les salariés, en faisant un état des lieux social des LBO ;
- partager les expériences et former les représentants du personnel à ces montages financiers ;
- informer la population sur les LBO et leurs conséquences néfastes, en vue d'y mettre fin ;
- engager un lobbying actif par des actions publiques, des communiqués, des débats ;
- inscrire l'action des collectifs LBO au sein des syndicats salariés, pour promouvoir la logique de convergence des luttes avec les forces de progrès présentes dans chaque pays.

CONCLUSION

Les LBO sont une parfaite illustration de la financiarisation actuelle de notre économie, et de ses dérives. Ces opérations spéculatives affaiblissent nos entreprises, notre industrie, notre économie mais aussi notre fonctionnement démocratique. La mise en oeuvre d'alternatives apparaît donc à la fois possible et nécessaire, même si les obstacles sont de plusieurs natures: financiers, juridiques, législatifs, citoyens, mondiaux.

Le COLLECTIF LBO s'inscrit donc dans une logique de convergence des luttes, dans la continuité des dernières victoires des forces de progrès en 2005 et 2006 avec le NON à une Europe Libérale et le refus de la précarisation (retrait du CPE). Forts de la volonté d'une Europe Sociale revendiquée par 68 % des européens, nous devons créer une nouvelle dynamique, offensive cette fois, en s'appuyant sur l'ensemble des forces de progrès de ce pays mais aussi mondiales, qu'elles soient syndicales, associatives, citoyennes et politiques. La mobilisation des étudiants et des lycéens, mais également des seniors, sur ces questions, sera déterminante. En cette période charnière de l'histoire mondiale, le renforcement de la démocratie sociale complémentaire à la démocratie délégataire dans notre pays, apparaît comme la première des priorités. Le règlement de la question fondamentale de la transmission d'entreprises pourra largement y contribuer. **C'est dans cette perspective que se situe l'action du COLLECTIF LBO.**

www.collectif-lbo.org



LBO : ***l'infection se propage !***

En France, plus de 500 000 personnes sont atteintes de cette maladie d'origine anglo-saxonne appelée LBO (Leverage Buy Out) et l'on nous prévoit une forte augmentation de ce nombre dans les dix ans !

Votre famille, vos amis, vos voisins sont peut-être contaminés sans le savoir !

Vous-même n'êtes pas à l'abri de cette infection...

Le COLLECTIF LBO, mini-laboratoire basé en région parisienne, en connaît bien les symptômes et cherche, malgré des moyens limités et un black-out des autorités, à en éradiquer les effets et à concevoir des remèdes appropriés.

Depuis plus de 8 mois, le COLLECTIF LBO étudie sans relâche les cas les plus sévères, révélés notamment dans des grandes ou des moyennes entreprises comme CEGELEC, TDF, SOURIAU, EUROFARAD, PICARD, BANANIA, PRINTEMPS, etc.

Malgré les formes multiples de ce mal mutagène (LMBO, BIMBO, LBI, MBO, etc.), de nets progrès ont été enregistrés dans la recherche d'un antidote, puisque désormais son origine est connue : il s'agit du libéralisme, exacerbé par la mise sous tutelle des financiers pilleurs de l'économie et aggravé par la mondialisation des échanges.

Les vies brisées par le chômage massif, l'économie pillée par l'emprise des financiers, la démocratie déstabilisée par le pouvoir de l'argent : telles sont les conséquences apparentes du mal qui ronge notre pays.

Le LBO en est l'un des vecteurs les plus virulents.

A l'intérieur des entreprises, il reste toutefois des personnes volontaires capables de dispenser les premiers soins : les représentants du personnel (délégué syndicaux, délégués du personnel, élus du comité d'entreprise, du CHSCT). Ils pourront trouver le remède adéquat grâce au COLLECTIF LBO. Pour poursuivre ses études et découvrir les vaccins, le COLLECTIF LBO compte sur chacun d'entre vous.

Le temps presse... Vous pouvez faire le petit geste qui sauve !

Vous trouverez ci-après une liste de sociétés faisant ou ayant fait l'objet d'un LBO ; si vous connaissez des proches (parents, amis, voisins) qui y travaillent, transmettez-leur cet appel et contactez le COLLECTIF LBO à l'adresse suivante : infos@collectif-lbo.org

Si certaines de ces sociétés sont près de chez vous, informez au plus vite les autorités réglementaires (inspection du travail, médecine du travail) ainsi que les dirigeants de ces entreprises.

Toutes les vies sont précieuses : ne les gâchons pas !

Quelques sociétés faisant ou ayant fait l'objet d'une contamination :

1000 Amis, 1001 Listes, 17 Juin Production, 3 Chênes, 6Wind, Abri Blue, Abrium, Accès Industrie, Acova, Acsud, Actar International, Actaris, Actelion, Actéon, Acticall, Actiloc, Adage, Addior, Adisseo, AFE, Affiche Européenne, AFL, Atunet, AG Pharma, Agatec, Agio Lowendal, Agro Service, Agro-Form, Aigle, Aixam-Mega, Akerys, Alain Afflelou, Albiges, Albingia, Albon, Algo, Allflex, Allocine.com, Aima Consulting Group, Alstom Power Conversion, Allice, Alto Expansion, Altrad, Alturia, Alukon, Alyotech, Ampafrance, Antalis, Antonin Rodet, Aprovia, Aquarelle, Architel, Arialcom, Arkoon, Armor, Armor Lux, Arpida, Arthus-Bertrand, Aspar, Asteel, Atelier de Saint Paul, Ater, Atis, Atos, Atys, Au Forum du Bâtiment, Auber Contact 1, Aubret Cedro, Audika, Aunomdelarose.fr, Aura, Autobar, Autodistribution, Autologic, Automaxi, Auxi-A, Auxitec, Axmed, Axson, B&B, Baby Développement, Bartin Recycling Group, Batisanté, Bayard, BCF, BCS, Beauvais International, Bel & Blanc, Bel'm, Bénédicte, Berger Levraut, Bering, Bering, Berlin Technologie, BeWan Systems, Beynel-Manustock, BFI Optilas, BFM, Bierrebi, BIL, Bilcoq, Sillon Frères, Bioprim, Biotrial, Blanc d'Ivoire, Bols Liqueur, Bongard, Bonna Sabla, Bref Service, Brevindex, Brime, Brossette, Brunet, Bruno Saint Hilaire, BSN Glasspack, Bucks Group, Buffet Crampon, Business & Décisions, BVRP, Cadbury Schweppes, Cadum, Cailles Robin, Caloga, Calvet, Camaieu, Cambour, Came Automatismes, Cameca, Campanile, Capdevielle, Capolo, Cargo, Carlipa Systems, Carpentras Donarier, Carré Blanc, Carreman Michel Thierry, Carrere Group, Catimini, Cauval Industries, CB News, CC-Hubwoo, CCMX, CEC Holding, Cegelec, Center Parcs Europe, Century 21, CEPL, Cesa, César, Ceva Santé Animale, CFG, CGEV, CGEV, CGPS, Chabert Duval, Chartes Armand, Charles Jourdan, Charly Guennec, Chateaud'eau, Chaussure Cendry, Chemica, Cheynet, CibleClick, Cie Industrielle du Bois, CIFEAD-MK, CIS, Citel, Citilog, Civitas, CL Innovation, Clestra, Clim Assistance, Clips, CMR, CNIM, Cogfinor, Cogedim, Cogit, Cognon-Morin, Coiff Idis, Cojean, Comapeche, Compin, Compin, Comptages & Services, Comptoir Plastique du Midi, Comptoirs des Cotonniers, Conexio, Conserves et Salaisons Vanelli, Continental Lease, Controlab, Coralu, Comilleau, Corona Médical, Coteba, Cotherr, Cotterlaz, Cottes, Courtepaille, CPI Publishing Solutions, CR2A-DI, Crayola, Créai, Creancia, Créatifs, Credirec, Cryologic, CTN, Cultisol, D2G, DADC, Dalic, Dalonis, Darkworks, Darty, Decan, Decoralis, Dediennne Plasturgie, Delaroché, Delpharm, Demos, Depolabo, Descours et Cabaud, Deutsch, Diana Ingrédients, Diselec, Direct Energie, Disperfum, Disques Vogue, Distillerie du Périgord, D'Medica, DoDo, Domoservices, Domus Vi, Dordives, Dorotennis, Du Pareil Au Même, Dubus, DurAbuse Sciences, EAS International, Easydentic, Eau Ecarlate, Eaux Minérales de Saint Amand, ECM, Ecovrac, Ecran Total, Edipub, Editions Mondeos, Editions Taibout, Editis, Editer Group, Egide, Eider, Eiffage Parking, Elastisol, Electropoli, Elifin, Eliokem, Elior, Elis, ELM Leblanc, Elva, Emeraude, Eminence, Emme, Enag, Enensys Technologies, Entelec, Environnement SA, Equator, ESI Group, Estec - Colin, Esterel, Etam, Euro Négoce, Eurodatacar, Eurofarad, Eurogerm, Eurogestion, Europarts, Europarc, Européen Cargo Services, European Homes, Eurostaf, Eurotechnics, Exlinea, FAAB, Fabricauto, Factum, Fahrenheit, FAP, Fargeot, Fast Paperftow, Fauchon, Ferso, Ficab, Fimer, Financière Byron, Financière Captain Tortue, Financière de la Saône et de l'Ille, Financière Fabrice Larue, Financière Fouquet II, Financière Mutha, Financière Tarifod, Financière XDI/SIPI, Finhera, Finipar, Fives - Lille, FLB, Flory, FMI, Fondasol, Fonderies Waeles, Forges de Laguirole, Fotovista, Fontaine Pajot, FPPE, Fraikin, France Air, France Champignon, France Hélices, France Portes, France Printemps, France Telecom Mobile Satellite Comms, Frans Bonhomme, Fumerie Occitane, Fumotel, G. Cartier Industrie, Gaillard Rondino, Galva Union, Garçonnet, Gardiner Group, Gealan, Gekatex, Geme, Genedis, General Trailers, Génération Y2K, Genesys, Geni, Geoconcept, Gedink, Geomedia, Geoservices, Gérard Perrier Industrie, Geratex, Gerflor, Geriand Elastomères, GFI, Gibaud, Gifi, Giga Store, Gimaex, Ginger, Girard Hervouet, Giraud International, GLB International, GLI International, Glon Sanders, GMI, Gols, GPV, Grand Garage Jean Jaurès, Grands Vins de Gironde, Granions-Equilibre Attitude, Grelier, Gremco, GrosBill, Groupe Caillé, Groupe CECEP, Groupe Cendry, Groupe Doucet, Groupe Eurilog, Groupe FDI, Groupe Flo, Groupe France Printemps, Groupe Geoxia, Groupe Gonnin-Duris, Groupe Invest, Groupe Keller, Groupe Kindy, Groupe Le Duff, Groupe Logistique Barré, Groupe Moniteur, Groupe Ontex, Groupe PBM, Groupe Proclif, Groupe Roc-Eclerc, Groupe Saveurs de France, Groupe Sede, Groupe SFA, Groupe Sitour, Groupe Sphère, Groupe TPX, Groupe Transco et Cie, Groupe Valvital, Groupe Vivactivis, Groupe Zannier, Gruau, Gruhier, GSA, Guillaume Teco, Guy Degrenne, Guy Hoquet, Harmony, Harpes Camac, Harvest, Haviobois, Hedis, Henaff, Hermès Métal Yudigar, Heuliez, Heytens & Mondial Tissus, Histoire d'Or, Hologram Industries, Holphane, Horis, Horsmart, HRC, Hubert, Huot, Hygiène Diffusion, Hygiène Environnement, Hygiène Médica, I Grandi Viaggi Group, ICA, ID Logistic, Idéale Résidence Mobile, IDEB, Impression, IMV, Industries Micromécaniques Internationales, INEUMConsulting, Infos France, Infotel, Infex, Insert, Institut de Sélection Animale, Interflora, Interproduction, Intervox Systèmes, Ionisos, IP Finance, Ipedex, IPS, Ipso, IPSOS, IRH Environnement, IRM, Irrijardin, Isilis, Isiom, Ital Express, ITM Italtractor, Jacques Dirickx, Jallatte, Jeanneau, JEC, Jet Multimédia, Jetfly, Joubert, JPH, Kaidara, Keolis, Kilikoo.com, Kiloutou, Kitchen Bazaar, Koba, KP 1, Kruse & Meinert, L4 Logistics, La Baule Nautic, La Calhène, La Croissanterie, La Grande Récréa, La Parisienne Assurances, La Providence, La Robinetterie Industrielle, La Toulousaine, Laboratoire Enteris, Laboratoire les 3 Chênes, Laboratoires AES, Laboratoires Biodim, Laboratoires Chemineau, Laboratoires IPSEN, Laboratoires Medix, Laboratoires Narval, Laboratoires Pasteur Cerba, Laboratoires Perouse, Laboratoires Vendôme, Laffachère, Lafon, Lafuma, Laho Equipements, Lampe Berger Point à la Ligne, Landanger Camus, Larivière, Lascom, LBC Diffusion - Cash Affaires, Le Bronze Industriel, Le Figaro, Le Moniteur, Le Nappage Moderne, Le Public Système, Leader Intérim, Leasecom, Lecta Group, Legrand, Legris Industrie, Lema, Lermite, Les Frères Blanc, Lesbats, Libertel, Lider, Lilian Ladouys, Linagora, Linedata Services, Linoossier, Livosges, Listel, Locabri, Locafroid, Locamex, Location de voitures.com, Logic, Logitrade, Loisirs & Création, Lothar, Louisiane, Loxam, LRIA, Ludo/Renclair, LVL International, Madeco à Moi, Maisons du Monde, Maisons France Confort, Make Music Inc, Malherbe, MandrakeSoft, Manitou, Manoir Industries, Maporama, Marc Orian, Marianne, Marionnaud, Mastrad, Mateleco Groupe, Materis, Mathon, Maxiviande, MCI, MCI, MOIS, MDP, Meca-Teno, Mecatherm, Meccano, Medcost, Mediascience / Jeulin, Médica, Medicea, MediMedia, Médi-Partenaires, Mercuria, Meribel Alpina, MGE, MGE UPS System, Micel-Soprodilec, Micromania, Millet Innovation, Mindscape, Missler Software, MMP, Modus Vin, Moliflor Loisirs, Moninvest, Mont Blanc, Mood Média International, Mora International, More, Morgan International, Moria, Mory, MS Relais, MSC, MVI technologies, Narbur, Navimo, Néopost, Nessink, Nethub, Netia, Neuf Telecom, Nextity, Nextiraone, Nienhuis, NKE Electronics, Nobel plastiques, Nocibé, Nomen, Norac, Novasep, Novelis, NPTV, N'Soft, NTS, Nutrial (Banania), Nutrition & Santé, NV Equipment, Ober, Odalys, Oenoalliance, Office Log, Oldham, Onduline, Optima, Option +, Or Brun, Ora Communication, Orca, Orchestra, Oréfi, Ortec Expansion, Outinord, Outremer Telecom, Oxbow, PagesJaunes, Pains Perenes, Panavi, Panoranel, Panzani - Lustucru, Papeteries de la Couronne, Parcours, Parfum d'image, Parfums Berdoues, Paris Vision, Parkeon, Parthenos, Pays d'Auges Finance, PBM, PC Soft, Pelé, PGA TP, Photonis, PIB, Picard, Pisto/CIM, Pizza Pino, Plastic Omnium, Plasticentre/Neyrat, Plastimo, Plastisud, Plastrohm, Platiade, Poclair Hydrolics, Poliris, Pollux, Pom'Alliance, Pomme de Pain, Porcher Industries, Precia, Press Index, Prezioso, Prieur, Pro Natura, Procopi, Proengin, Progiven, Prohygiene, Projipe, Prosodie, Protection One, Protegys Group, Provcovés, Provimi, Quadrimex, Quantel, Quercus, Quinette Gallay, Raynal, RBE, Régie Linge, REP, Rétif, Retis Communication, Rev Habitat, Revilox, Rexel, Riber, Risdon Pharma, Ristretto, Ritme Informatique, RMC, Rocamat, Rolland Flipi, Roysol, RueDuCommerce.com, Runaworld, Safic Alcan, Safig, Safir, Saga Décor, Sagem, Saime, Saliens Finance, Salins, Sam +, Sandinvest, Sara Lee Corp, Satimo, Saunier Duval, Saveur, Scaff holding, SCEI/Bezy, Scient'X, Scieries Réunies d'Abreschviller, Score Groupe, Sebia, Secap, Sechaud Ingénierie, Sèche Environnement, Sechillienne-Sidec, Secma, Segex, Self Signal, Seni, SENI, Sephora, Septam, Séquoias, Serafel, Serpaul, SES, SEV/Cedre Rouge, SF2E, SFPT, SGCC, SIA France, Siaco, Siat, Sicli Participations, Sidel, Signature, Simpa, Siraga, Sirem, Ski et Loisirs, Skyrecon Systems, Skyrock, Slevmi, Slota, Smat, SMOM, SNCM, Société Française de Marbrerie et de Services Funéraires, SOF, Sofibo, Sofiparc, Softway, Sogec Marketing, Sogetrel, Soitec, Soleillou, Solola, Somaref, Soreprene, Soritec, Souriau, Sovep, Sovilo Ferfiligènes, Spanner Pollux, Spie Batignolles, Spontex, Sport, Sportfive, Staci, Stahl, Stallergènes, Stedim, Steiner, Sterilor, STIF, Stoc 0 Mani, Store Electronic Systems, Stratégie Workforce Solutions, STSM, Sublistatic, Sud Régéal, Sword Group, Symphonie OnLine, Synerway, Tarkett Sommer, Taxi Fret, TCP, TDF - Télédiffusion de France, TDL Développement, TEC, Technocer, Telemarket.fr, Temco, Temex, Tergal Fibres, Terreal, Tetco Technologies, Texa, Textiles Well, Thalgo, Tharreau Industries, Tibco, Timhotel, Tisse), Titanite, Tokheim, Tonnellerie Radoux, Top Info, Top Log, Toys R Us, TPI, Tracit, Tractel, Transair, Transalliance, Transports Mûrie, Traou Mad, Travelprice, Tréfilation, Tricoflex, Trigano, Trigo, TRM, Tronico, Trophy, Turf Editions, U10, Ucopia, UGC Ciné Cité, Un Jour Ailleurs, Uniross, Valorex, Vanguard, VBS Finance, Ventilo, Veritas, Via Location, Viadom, Viapresse, Vincent Développement, Vitalitec, Vivave, Vivarte, Vulcanic, WF, Waterair, Wichard, William Saurin, Xilam Animation, Yachts de Paris, Yves Delorme, Yves Saint Laurent, Zodiac, etc.

Vous pouvez découvrir un dossier complet sur le LBO sur notre site Internet dans la rubrique « documents »

www.ulcgtsaintdenis.fr